

Minister of Industry,
Science and Technology and
Minister for International Trade



Ministre de l'Industrie, des
Sciences et de la Technologie et
ministre du Commerce extérieur

Statement Déclaration

92/9

NOTES POUR UNE ALLOCUTION

DE L'HONORABLE MICHAEL H. WILSON

MINISTRE DE L'INDUSTRIE, DES SCIENCES ET DE LA TECHNOLOGIE

ET MINISTRE DU COMMERCE EXTÉRIEUR

DEVANT LA

CHAMBRE DE COMMERCE CANADA-TCHÉCOSLOVAQUIE

TORONTO (Ontario)

Le 25 février 1992

Distingués invités, Monsieur Bata, Mesdames et Messieurs, je vous souhaite un bon après-midi. À nos distingués invités de la République fédérative tchèque et slovaque (RFST), je souhaite la bienvenue au Canada. Et aux organisateurs de cette conférence, j'offre mes félicitations car on me dit que les séminaires d'aujourd'hui ont été un franc succès.

Je regrette infiniment que le dépôt de notre budget fédéral à la Chambre des communes cet après-midi m'ait empêché de vous rencontrer en personne. Je crois savoir que les travaux de votre conférence vont bon train, et j'apprécie cette possibilité qui m'est donnée de partager avec vous certaines réflexions.

Chaque fois que je pense à la République fédérative tchèque et slovaque, je me rappelle ma visite au printemps de 1990, une période de grand changement et de grandes attentes pour la Tchécoslovaquie. En 1989, le peuple tchécoslovaque a décidé pacifiquement de se débarrasser du régime communiste qui a dominé son existence pendant plus de quarante ans. La «Révolution de velours», comme on l'a appelée, a marqué l'abandon le plus rapide, le plus décisif et le plus pacifique d'un régime communiste en Europe centrale et en Europe de l'Est.

Alors que les architectes de la nouvelle République fédérative tchèque et slovaque dressent les plans d'une réforme politique et économique, nous portons un grand intérêt à l'avenir prometteur de ce pays. Les Canadiens ont toujours eu une affection spéciale pour le peuple tchécoslovaque, et je me plais à croire que l'inverse est aussi vrai. Il est évident que nos importantes et dynamiques communautés tchèque et slovaque ont grandement influencé cette relation spéciale. Mais la véritable force de notre relation vient de toutes les valeurs communes à nos deux pays.

Nos deux pays doivent préparer leur avenir politique et économique dans un monde en rapide mutation. Le plus grand défi posé aux pays de l'Europe centrale et de l'Europe de l'Est sera d'assurer leur stabilité économique et politique. La dissolution de l'Union soviétique aura un fort impact sur les affaires européennes et mondiales. Nous voyons maintenant émerger un nouveau type de structure étatique - la Communauté européenne - qui jouera un grand rôle dans les affaires mondiales et qui affectera sans aucun doute l'avenir de la République fédérative tchèque et slovaque.

Les États membres de la Communauté européenne, dont plusieurs ont une longue histoire de rivalités, ont décidé de gérer ensemble leurs ressources stratégiques pour empêcher le déclenchement de nouvelles guerres entre eux et pour assurer leur prospérité. L'histoire nous montre que les nations sont plus facilement détruites que bâties. Les pays de la Communauté européenne ont prospéré en raison de leur union, qui renforce aussi leur sécurité.

Au Canada, nous avons compris que l'unité et la compétitivité internationales sont essentielles à notre prospérité. Comme la République fédérative tchèque et slovaque, le Canada a été formé par la fusion de nations fondatrices de langue et de culture différentes. Et comme le Canada, la RFTS est confrontée au défi de l'édification nationale, dans le cadre d'un régime fédéral axé à la fois sur l'unité nationale et sur la diversité culturelle.

L'unité et la sécurité du Canada peuvent être assurées par une économie compétitive. Notre prospérité économique au XXI^e siècle dépendra de l'optimisation de nos ressources humaines, et pas seulement de l'efficacité de l'exploitation de nos ressources naturelles.

Notre Initiative sur la prospérité et la compétitivité a donné aux Canadiens la possibilité de contribuer à la préparation d'un plan d'action pour garantir un avenir économique prospère. Elle vise à engager chaque Canadien à relever les défis d'un marché mondial évolutif. Pour relever ces défis posés à notre compétitivité, il faudra l'engagement et l'effort à long terme de chaque Canadien. Les secteurs industriels, les éducateurs, les entrepreneurs, les gouvernements et les citoyens apporteront tous leur contribution essentielle à la mise en place des changements requis pour garantir notre prospérité et celle de nos enfants.

Notre succès économique a reposé sur le dur labeur de générations de Canadiens. De même, notre prospérité dépend de nos solides relations commerciales avec l'étranger. La prospérité du Canada est liée au commerce extérieur, car un emploi sur trois en dépend. Notre Accord de libre-échange (ALE) avec les États-Unis a par exemple donné à nos sociétés un accès garanti au vaste marché américain. Si elles réussissent, les négociations sur le libre-échange nord-américain élargiront notre ALE au Mexique et donneront encore plus de possibilités commerciales à nos gens d'affaires.

En facilitant le mouvement des biens, des services et des investissements, les accords de ce type accroissent le commerce et permettent de partager la prospérité. Grâce à son nouveau statut de membre associé de la Communauté économique européenne, la République fédérative tchèque et slovaque pourra libéraliser son commerce et améliorer sa prospérité. La République devrait être félicitée d'avoir pris cette initiative.

Les économies ouvertes et le libre-échange préparent la voie à la prospérité. Les dynamiques économies de Hong Kong et de Singapour en sont de bons exemples. Notre relation commerciale avec les États-Unis -- et les relations commerciales entre les États membres de la Communauté européenne -- sont d'excellents exemples de relations pacifiques soutenues par une prospérité partagée. Le monde n'a jamais connu une telle prospérité depuis

l'introduction de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce.

C'est pourquoi le Canada préconise un système commercial mondial fort. C'est aussi pourquoi notre toute première priorité commerciale reste l'achèvement des Négociations commerciales multilatérales de l'Uruguay Round. Le succès de l'Uruguay Round est essentiel pour le Canada, étant donné l'importance du commerce pour sa prospérité économique et son intérêt à obtenir un environnement commercial mondial stable et prévisible.

Mais le succès du Round est aussi essentiel dès maintenant pour faciliter la reprise économique, car il donnerait la stimulation nécessaire aux échanges commerciaux et financiers internationaux. De plus, il établirait les règles du commerce et ouvrirait les marchés, ce qui aiderait les nouvelles économies de marché comme la RFTS à s'intégrer davantage au système mondial ainsi qu'à développer et à restructurer leurs économies. Le peuple tchécoslovaque devrait être félicité pour sa remarquable progression vers une économie de marché libre et ouverte.

Lorsque la RFTS a libéralisé les prix en 1990, l'inflation était de 55 % -- soit bien moins que le taux annuel de 250 % enregistré en Pologne pendant la même période. Selon les dernières estimations de l'OCDE, il se pourrait que le taux annuel d'inflation dans la RFTS ait été inférieur à 10 % l'an dernier.

Le chômage, phénomène nouveau pour nombre de Tchèques et de Slovaques, est encore relativement faible. Au niveau national, environ 6,3 % de la population active se sont retrouvés sans travail en raison d'un déclin de la production -- une réalité que la RFTS partage avec toutes les nouvelles économies de marché de l'Europe centrale et de l'Europe de l'Est. Mais si tout va bien, 1992 devrait être l'année de la privatisation, dont le succès devrait donner une croissance économique positive.

Le Canada, avec ses partenaires du Groupe des sept, a fait sa part pour stimuler la croissance économique et encourager l'économie de marché dans la RFTS, et aussi pour aider le peuple de la RFTS à traverser cette période éprouvante. À la fin de l'an dernier, le Canada a accordé le traitement du Tarif de préférence général à la RFTS. Grâce à ce traitement tarifaire préférentiel, les marchandises de la RFTS seront admises au Canada à des taux réduits ou, dans certains cas, en franchise de droits. Conformément aux engagements pris au Sommet des Sept à Londres, le Canada a aussi ouvert davantage son marché aux textiles fabriqués dans la RFTS, même si notre propre industrie textile traverse une période fort difficile. Le Canada a aussi signé avec la RFTS un nouvel accord bilatéral de services aériens offrant à Czechoslovak Airlines des droits d'atterrissage à l'Aéroport international Pearson de Toronto.

Pour encourager l'investissement canadien dans la RFTS, le Canada a signé, avec le gouvernement de la République, un Accord sur la protection des investissements et un Accord sur la double imposition qui amélioreront la compétitivité des firmes canadiennes qui investissent dans la RFTS. Le Canada versera 25 millions de dollars américains au fonds des pays en développement du groupe des Vingt-Quatre pour soutenir la balance des paiements de la République.

Le Canada négocie actuellement avec la République un accord bilatéral de coopération nucléaire qui devrait permettre à la RFTS d'explorer diverses options énergétiques sûres visant à réduire ses importations d'énergie.

Notre Société pour l'expansion des exportations a accordé à la République une ligne de crédit de 25 millions de dollars pour couvrir les exportations de biens et de services canadiens. La SEE a actuellement pour plus de 350 millions de dollars de projets dans sa filière.

Par le biais de son Groupe de travail sur l'Europe centrale et l'Europe de l'Est, le Canada a fourni à la RFTS plus de 5 millions de dollars en assistance technique. Des projets bilatéraux ont été mis en oeuvre dans des secteurs comme l'agriculture, le rendement énergétique, l'environnement, la formation en gestion et l'enseignement professionnel. Ces projets sont conçus pour favoriser la réforme économique et faciliter la collaboration à long terme entre gens d'affaires de nos deux pays.

J'ai grand plaisir à annoncer aujourd'hui un autre projet dans le domaine bancaire, dont le Canada assure le financement de base. Une initiative conjointe de l'Association des banquiers canadiens et du Service administratif canadien aux organismes (SACO) permettra d'envoyer six équipes dans la RFTS (et en Lituanie) pour faciliter la transformation de l'Investnicni (INVESTICHNA) Banka de Prague (et de la Vilnius Banka de Lituanie) en banques offrant une gamme complète de services à leur clientèle à partir d'un réseau de succursales. Chacune de ces équipes comprendra trois consultants bénévoles du SACO en opérations bancaires.

Mais le programme du Groupe de travail ne se limite pas à l'assistance technique. Dans le cadre de son programme commercial et industriel appelé Renaissance Europe de l'Est, le gouvernement du Canada a lancé un programme pour accroître la participation des sociétés canadiennes aux marchés de l'ex-bloc soviétique. Le programme reconnaît la transformation vécue par cette région unique ainsi que la nécessité de présenter des modèles locaux d'entreprises privées prospères. Le programme partagera certains coûts de promotion des affaires associés à la pénétration du marché et à de nouvelles formes de coopération commerciale. Par exemple, la société Stelwire, une filiale de STELCO Ltd., a récemment reçu du programme Renaissance une

contribution de 75 000 dollars qui lui a permis de décrocher un contrat commercial initial de 1 million de dollars.

Au cours des dix dernières années, l'excédent commercial de la RFTS a représenté en moyenne quelque 50 millions de dollars par année. Nous tentons d'accroître notre commerce bilatéral, qui se chiffre actuellement à un peu moins de 80 millions de dollars. Ce commerce est donc loin d'avoir réalisé son plein potentiel. Je suis convaincu que les changements récemment apportés à l'économie de la République donneront d'autres possibilités de croissance au cours des années à venir. Il vous appartient, mesdames et messieurs, de promouvoir le commerce, l'investissement et les alliances stratégiques en RFTS.

Certaines sociétés -- qui sont représentées ici et que vous connaissez bien -- ont déjà préparé la voie à un accroissement des relations commerciales et financières avec la RFTS : ce sont les sociétés Bata, Canadair, Armbro, Stelwire, Bell Helicopter, Babcock and Wilcox et Apotex, pour ne donner que quelques exemples.

Nous sommes encouragés de voir des sociétés canadiennes rechercher agressivement de nouvelles possibilités d'affaires dans la RFTS : par exemple, le consortium canadien dirigé par le Groupe Armbro qui soumissionne actuellement un projet de 180 millions de dollars pour l'expansion et la privatisation de l'aéroport international de Prague.

Et je peux vous dire que les propriétaires de cet hôtel, le Four Seasons, sont grandement intéressés à investir, avec des partenaires japonais, tchèques et slovaques, dans l'aménagement d'un hôtel cinq étoiles sur le site Myslvek à Prague.

La République fédérative tchèque et slovaque attire aussi les investissements de ses puissants partenaires commerciaux voisins. Ces investissements ont une importance disproportionnée par rapport aux capitaux investis depuis les autres régions du monde. L'Allemagne, par exemple, compte actuellement pour 89 % de l'investissement étranger en RFTS. Mes collègues de la République fédérative tchèque et slovaque sont venus ici aujourd'hui pour encourager les Canadiens à investir dans leur pays afin de diversifier la composition de l'investissement étranger dans la République. Nous espérons que le gouvernement de la RFTS continuera à faciliter et à encourager l'investissement nord-américain. Le gouvernement canadien est disposé à aider les firmes canadiennes qui mènent des affaires dans la RFTS et dans les pays voisins. Le Programme de développement des marchés d'exportation que dirige le ministère des Affaires extérieures et du Commerce extérieur vise à aider les sociétés canadiennes à identifier -- et à pénétrer -- de nouveaux marchés comme celui de la RFTS.

Il n'y a jamais eu de meilleur temps pour investir ou pour mener des affaires dans la République. Les gouvernements de la RFTS et du Canada ont fait de leur mieux pour créer un environnement nettement propice aux échanges commerciaux et financiers bilatéraux.

Mesdames et messieurs, nous vivons des moments historiques. Le Canada admire la République fédérative tchèque et slovaque, pour laquelle il entrevoit une ère de croissance et de succès. J'espère que, lorsque nous nous retrouverons, le processus de démocratisation et d'ouverture des marchés se sera pleinement développé dans la République fédérative tchèque et slovaque.

Je vous remercie de votre aimable attention.